

Déclaration CTL "emplois" LES RAISONS DE NOTRE COLERE

Monsieur le Président,

C'est une évidence pour nous qui le vivons : le Ministère des Finances ne fait pas partie des ministères « *prioritaires* ».

Hier exemplaire, aujourd'hui non prioritaire.

Bien que placée dans les discours ministériels comme « *au cœur de la République* », la DGFIP n'a aujourd'hui dans les faits plus les moyens de fonctionner correctement et d'assurer tout à la fois un service public de qualité et de bonnes conditions de travail.

Le gouvernement a décidé qu'il poursuivrait son aveugle cure d'austérité.

Nous constatons qu'au-delà de la fin annoncée de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la Réforme de l'Administration Territoriale de l'État (Réate), toutes les réorganisations engagées depuis cinq ans ne sont nullement remises en cause.

Bien au contraire, une nouvelle vague de réformes est en préparation sous le nouveau vocable de Modernisation de l'Action Publique (MAP), accompagnée par l'acte III de la décentralisation.

Plus de 25 000 emplois ont déjà disparu à la DGFIP depuis 2002. Comment accepter que 2023 emplois soient encore supprimés en 2013, sans qu'aucune explication ne soit donnée ? On atteint les 3 agents sur 4 non remplacés.

Sans explication ? Oui ! L'administration a mis en œuvre des outils : TAGERFIP, (Tableau de Gestion des Emplois de Référence des Finances Publiques) référentiel unifié à la DGFIP (remplaçant le TSM et l'ORE), SAGERFIP (Suivi Annuel Généralisé des Effectifs du Réseau des Finances Publiques), outil de lecture des tâches à partir des missions, MAGERFIP, (Méthode d'Allocation Générale des Emplois du Réseau des Finances Publiques).

La mise en place de ces outils ne sert que de prétexte aux suppressions d'emplois décidées par le Projet de loi de Finances.

Pour les représentants FO DGFIP des agents du département, cela suffit !!!

Le dialogue social est actuellement bloqué avec le Directeur Général, comme dans notre département ; les chiffres de la mobilisation des Pyrénées-Orientales le prouvent, les agents ne veulent pas cautionner ces nouvelles mesures faussées dès le départ. Nous espérons que vous avez pris la mesure de leurs attentes qu'ils sont venus vous exprimer le 27 novembre dernier.

Dans ce département, ils constatent que cela accélère la dégradation du service public fiscal et financier ainsi que leurs conditions de travail au quotidien, malgré vos discours rassurants en l'avenir.

On le répète chaque année: comment les services vont-ils pouvoir fonctionner alors que la côte d'alerte est déjà largement dépassée ?

Alors même que la crise économique amplifie les difficultés de nos concitoyens, nous ne sommes plus en capacité de répondre à leurs exigences. Cette situation génère des tensions sans précédent pouvant aller jusqu'à l'agression verbale voire physique des agents chargés de l'accueil.

Elle se traduit également par un repli de la présence du service public, notamment, dans les PO, par la réduction des horaires d'ouverture au public dans de nombreuses trésoreries de proximité. Les agents souffrent, partout et à tous les niveaux de la hiérarchie. Le mal est connu, reconnu et pourtant, la casse continue d'année en année.

Encore une fois, et malgré une communication tapageuse d'égalité entre les catégories, c'est la catégorie C qui paie, 1957 emplois au national, soit 14 emplois dans notre département. Où est la justice et la logique à supprimer systématiquement ces personnels les moins bien payés pour réaliser des pseudo économies budgétaires, dénoncées par la Cour des Comptes et le Parlement qui ne constatent toujours pas de diminution de la masse salariale.

FO DGFIP exige l'arrêt des suppressions d'emplois

Pour le département, le sacrifice est devenu plus qu'insupportable

Alors non, Monsieur le Président, nous ne discuterons pas de la répartition des suppressions d'emplois ; nous ne participerons pas à un simulacre de dialogue social. Nous sommes venus vous redire le ras le bol et la colère des agents de ce département qui nous ont mandaté pour vous l'exprimer par un vote **CONTRE**, seul moyen d'expression qu'il nous reste depuis les accords de Bercy.



<http://www.fo-dgfip-sd.fr/066/>

fo.ddfip66@dgfip.finances.gouv.fr



Ne vous méprenez sur l'absence des autres OS qui, même si elles n'ont pas la même analyse sur la forme à donner au mécontentement des agents, sauront nous rejoindre, dès le mois de janvier, pour combattre ces réformes destructrices.

Pour terminer nous vous demandons que cette liminaire soit annexée au PV de ce CTL.